



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 4 – 9 OCTOBRE 2015

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
 - AGENDA
 - VISITES BILATERALES

INTERNET
DAVANTAGE
ACCESSIBLE
EN AFRIQUE
GRACE AU
SATELLITE
AMOS-6

COP21 : 24 PAYS
AFRICAINS
REMETTENT LEUR
CONTRIBUTION
AVEC L'AIDE
D'EXPERTISE
FRANCE

AFRICA TECHNO :
FORUM FRANCO-
AFRICAIN DES
TRANSFERTS DE
SAVOIR-FAIRE (23-
27 NOVEMBRE)

PROMOTION DES
VIE AU GABON

RDC : NOUVELLE
LOI SUR LES
HYDROCARBURES

NIGERIA : VISITE
D'UNE DELEGATION
DU MEDEF
CONDUITE PAR
PIERRE GATTAZ

AFRIQUE DU SUD :
MIGRATION
PROGRESSIVE
VERS LA TNT

ACCORD AERIEN
REGIONAL DANS
L'OCEAN INDIEN

DEVELOPPEMENT
DES
INFRASTRUCTURES
EN AFRIQUE
ORIENTALE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Océan Indien : signature de l'accord aérien régional Alliance Vanille

Les compagnies aériennes Air Austral, Air Madagascar, Air Seychelles, Air Mauritius et Inter-Îles ont signé le 21 septembre 2015 l'accord de création de l'Alliance Vanille. Présidée par Marie-Joseph Malé, PDG d'Air Austral, cette alliance se fixe comme objectif d'offrir aux passagers voyageant dans la région un plus grand choix de vols et une meilleure connectivité d'une île à une autre. Les membres de l'Alliance Vanille offrent plus de 50 destinations opérées avec plus de 40 avions, emploient près de 6 000 salariés et participent au transport de plus de 3 millions de passagers par an. Cette alliance est la concrétisation d'une réflexion sur la desserte aérienne régionale menée par la Commission de l'Océan Indien (COI) depuis 2012.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : rapprochement des gouvernements ougandais et soudanais

Le président ougandais Yoweri Museveni s'est rendu à Khartoum les 15 et 16 septembre 2015, où il a rencontré le président soudanais Omar el-Béchir. Les deux gouvernements sont convenus de renforcer la coopération dans les domaines sécuritaire et militaire ainsi que sur le plan économique : commerce bilatéral, investissements et établissement d'un comité d'affaires bilatéral. Cette rencontre semble marquer un rapprochement entre les deux gouvernements dont les positions divergent sur le conflit sud-soudanais, l'Ouganda soutenant le président du Soudan du Sud Salva Kiir, contrairement au Soudan qui soutient les rebelles.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ La croissance 2015 revue à la baisse en zone CEMAC par la BEAC

A l'issue de son conseil d'administration du 28 septembre 2015, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a révisé les perspectives économiques de l'Afrique Centrale. Ainsi, le taux de croissance projeté pour 2015 est ramené à 2,5%, contre 2,8% il y a deux mois. La BEAC invoque le contexte international marqué par la baisse des cours du pétrole brut et la situation sécuritaire dégradée dans plusieurs pays de la zone. Elle recommande une rationalisation des dépenses notamment d'investissement, la diversification de l'économie et l'approfondissement de l'intégration sous régionale.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ COP21 : 38 pays appuyés par Expertise France dans la remise de leurs contributions

En prévision de la COP21, qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015, 38 pays (dont 24 pays issus du continent africain et de l'Océan Indien) ont bénéficié du soutien de la France pour la rédaction de leurs plans climat à travers la Facilité d'appui à l'élaboration des *Intended Nationally Determined Contributions* (INDC), mise en œuvre par Expertise France et financée par l'AFD à hauteur de 3,5 M EUR. Parmi les 38 pays bénéficiaires, trois modèles peuvent être cités : la République du Congo pour l'enjeu lié à l'importance de la couverture forestière, Kiribati pour sa situation face à la montée des eaux et Haïti pour sa vulnérabilité face aux changements climatiques.

✉ imene.ben-rabat@expertisefrance.fr

▼ **Ralentissement de la croissance en 2015 en Afrique de l'Ouest anglophone selon le FMI**

Selon les prévisions actualisées du FMI, le Nigéria devrait atteindre 4% de croissance en 2015 (contre 6,3% en 2014), le Ghana 3,5% (contre 4%), le Libéria 0,9% (contre 0,7%) et la Sierra Leone -23,9% (7,1%). Les économies de ces pays ont été fortement impactées par la baisse des cours des matières premières, notamment du pétrole brut et du minerai de fer et spécifiquement pour le Libéria et la Sierra Leone, par l'épidémie Ebola.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : publication de sa contribution nationale à la veille de la COP 21**

A la veille de la COP21, le Togo a publié le 30 septembre dernier sa "Contribution prévue déterminée au niveau national" (INDC en anglais) pour la lutte contre le changement climatique. Cette contribution, demandée à tous les pays participants, est un document présentant les différents engagements et plans d'actions en vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La France a appuyé l'élaboration de cette contribution à travers le projet « Facilité de soutien à l'élaboration des contributions nationales » porté par l'AFD et mis en œuvre par Expertise France.

✉ guillaume.quelin@diplomatie.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Zambie : dégradation d'un cran à B2 de la notation souveraine par Moody's**

Moody's a dégradé d'un cran, de B1 à B2, la notation souveraine de la Zambie s'inquiétant, d'une part, du niveau durablement élevé du déficit public, attendu entre 5 et 7 % du PIB d'après elle pour les 7 prochaines années, reflet de la hausse des dépenses publiques et de l'accélération du service de la dette due à la chute de la devise, et, d'autre part, de la rapide détérioration de la dette, passée de 20 % du PIB en 2011 à 41 % projetée pour 2015. Moody's précise ne s'attendre à aucune amélioration en matière de soutenabilité des finances publiques avant 3 à 5 ans, du fait de la faiblesse persistante des cours du cuivre et du recul de la production minière, pénalisée par la multiplication des délestages électriques.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : accord entre les banques centrales chinoise et zambienne pour la compensation du yuan**

La Banque centrale de Zambie et la Banque populaire de Chine (PBoC) ont annoncé avoir conclu un protocole d'entente en matière de compensation du yuan, ouvrant la voie à des transactions directes entre les deux monnaies, ce qui devrait se traduire par une augmentation encore plus marquée des échanges et des investissements bilatéraux. La PBoC a désigné Bank of China, 4ème banque chinoise en termes d'actifs, comme banque de compensation des opérations libellées en yuan en Zambie.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : nouvelle décélération de l'activité au 2^{ème} trimestre avec une croissance de 2,5 %**

Les chiffres de la croissance au 2^{ème} trimestre 2015 montrent une décélération de l'activité à 2,5 % en g.a après 3,8 % au T1 2015, due à la contraction de l'activité des mines (-8 %), qui pèse 22 % du PIB (80 % de l'exploitation minière étant le fait du diamant) et est due aux facteurs suivants : baisse des prix des minerais (cuivre, nickel), réduction de la production de carbonate de sodium, ralentissement de la demande mondiale en diamants et importantes contraintes de production d'électricité. Alors que 36 % des recettes budgétaires dépendent de l'exploitation diamantifère, le groupe Debswana vient de réviser ses projections de production pour 2015 de 23 millions de carats à 20 millions.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : mission de consultation du FMI**

La mission de consultation du FMI au titre de l'article IV a salué les bonnes performances de l'économie djiboutienne, dont la croissance s'est élevée à 6% en 2014 et devrait s'accroître à 6,5% en 2015, tout en gardant un taux d'inflation maîtrisé (2,9% et 3% en 2014 et 2015 respectivement). La croissance est notamment liée à des projets phares comme le chemin de fer, l'adduction d'eau et l'extension du port polyvalent de Doraleh (qui permettra de désengorger le port de Djibouti). Le FMI s'inquiète cependant de l'impact de ces projets sur la dette extérieure et l'équilibre budgétaire. Une série de mesures ont été discutées parmi lesquelles les réformes de la fiscalité et des entreprises publiques et le renforcement du secteur financier et de l'inclusion financière.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : chute des IDE au 1er semestre 2015

Selon la Banque de Maurice, le flux entrant des investissements directs étrangers (IDE) pour les 6 premiers mois de 2015 aurait baissé de près de 40%, passant de 7,9 Mds Rs (197 M EUR) à 4,8 Mds Rs (121 M EUR). Cette situation reflète l'attentisme des investisseurs étrangers suite à la mise en place du nouveau gouvernement en décembre 2014 et à l'éclatement du scandale de la British American Investment (BAI) début 2015. Comme les années précédentes, le secteur de l'immobilier qui capte l'essentiel des IDE (84%), suivi par l'hôtellerie et les services financiers. La France maintient sa position de 1^{er} pays investisseur avec un montant de 1,7 Md Rs (43 M EUR) d'IDE sur la période.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : évolution de l'inflation au premier semestre 2015

L'Institut national de la Statistique a publié l'évolution de l'indice des prix à la consommation finale des ménages camerounais au premier semestre 2015. Sur les six premiers mois de l'année, le taux d'inflation est de 3,4% en valeur moyenne (après 1,1% au premier semestre 2014). Il est de 3% en moyenne annuelle à fin juin 2015. Cette hausse est principalement expliquée par la hausse des tarifs des transports (14,5%), elle-même due à la réduction de la subvention versée par l'Etat à la SONARA (société nationale de raffinage), qui s'est traduite par la hausse du prix des carburants.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : Standard & Poor's confirme la note du Congo à "B/B"

Dans son rapport publié le 25 septembre 2015, l'agence de notation Standard & Poor's maintient la note du Congo, à long et court termes, à "B/B" avec perspectives stables. S&P justifie ce maintien par le niveau relativement faible de l'endettement du pays depuis les allègements récemment accordés et par une prévision de croissance annuelle légèrement inférieure à 5% entre 2015 et 2018, grâce à l'entrée en production de nouveaux gisements de pétrole. Standard & Poor's rappelle toutefois la forte dépendance au pétrole de l'économie congolaise, la faiblesse des institutions, le faible niveau du PIB par habitant, la flexibilité monétaire limitée et les incertitudes politiques dans la perspective des élections présidentielles de 2016.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Emprunt obligataire de 80 Mds FCFA au Gabon : légère sursouscription

Les souscriptions à l'emprunt obligataire de 80 Mds FCFA (122 M EUR) émis par l'Etat au taux de 6% net pour une maturité de cinq ans ont dépassé les 84 Mds FCFA (128 M EUR). L'Etat souhaite conserver la totalité des fonds dans l'attente de l'autorisation de l'autorité de régulation du marché financier de l'Afrique Centrale.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : Un projet de budget 2016 en baisse par rapport à 2015

Le projet de loi de finances pour 2016 présente un budget à l'équilibre à 8.437,4 Mds FC, en baisse de 0,7% par rapport à 2015 (8.496,3 Mds de FC) ce qui ne représente qu'un peu plus de la moitié des besoins exprimés par les services publics lors de la conférence budgétaire, soit 15.402,4 Mds de FC. L'Etat s'attend en effet à une perte de recettes de 200 M USD au titre du secteur minier et ce alors qu'en 2015 les recettes liées au pétrole étaient déjà en retrait de 35 à 9 M USD par mois.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ : Mission du FMI à Sao Tomé et Príncipe : des conclusions peu optimistes

La dernière mission du FMI à Sao Tomé et Príncipe a constaté un ralentissement de l'activité économique au premier semestre 2015, notamment en raison de l'approbation tardive du budget qui a retardé la mise en œuvre de projets d'investissement public. Les prévisions de croissance du gouvernement de 5% pour 2015 sont jugées trop optimistes. L'inflation diminuerait de 6,4% en 2014 à 5% en glissement annuel à fin août 2015. La mission du Fonds a fait part au gouvernement du risque élevé de surendettement et recommandé le recours à des subventions et à des financements concessionnels.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Buhari demande au nouveau directeur de la NNPC de rejoindre son gouvernement.

Après de longs mois d'attente, le Sénat vient de recevoir une liste de 21 noms pour des postes ministériels, dans laquelle figure le nom de l'actuel et très récemment nommé président de la compagnie pétrolière nationale (NNPC), Emmanuel Ibe Kachikwu. Parmi les autres nominations gouvernementales figurent Babatunde Fashola, ancien gouverneur de Lagos, et Rotimi Amaechi, ancien gouverneur de l'Etat de Rivers. Leurs fonctions au sein du futur gouvernement ne sont pas encore connues, les nominations devant être validées par le Sénat le 13 octobre 2015.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Fitch maintient sa notation souveraine à B avec perspectives négatives

Fitch Ratings maintient sa notation sur la dette souveraine ghanéenne à B (hautement spéculatif) avec perspectives négatives. Selon l'agence, le ralentissement économique (3% de croissance prévu pour 2015) s'accompagne de risques externe et fiscal élevés. Malgré les efforts consentis dans le cadre du programme FMI, les élections de 2016 pourraient entraîner un dérapage des dépenses publiques. La dette publique qui a atteint 70% du PIB fin 2014 (39,1% en 2011), a vu sa structure se dégrader, avec une part croissante libellée en devises (60%) et une maturité moyenne plus courte. Le déficit courant reste élevé (8,4% du PIB prévu pour 2015) notamment en raison de la baisse générale des prix des matières premières.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le gouvernement adopte un projet de budget en hausse de 12% pour 2016

Le gouvernement ivoirien vient d'adopter un projet de budget pour 2016 de 8,9 Mds EUR, en hausse de 12 % par rapport à 2015. Son financement sera assuré à 84 % par des ressources intérieures, dont 4,6 Mds EUR au titre de recettes fiscales. Le solde devrait être comblé grâce à des émissions de titres sur les marchés financiers (1,8 Md EUR) et à des financements extérieurs sous forme de dons et de prêts. Environ 22% de ce projet de budget devrait être affectés au service de la dette, contre 24% en 2015. Les dépenses d'investissement progresseraient de 16%, à 2,7 Mds EUR.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap Vert : ralentissement de la croissance au 2^{ème} trimestre

Selon les données de l'Institut national des statistiques du Cap Vert, le PIB du pays a progressé de 0,1% en glissement annuel (g.a.) au 2^{ème} trimestre 2015 contre 2,4% sur la même période

en 2014. Ce ralentissement est notamment dû à la contraction de l'activité dans les industries manufacturières (-4,3%). La baisse de l'activité dans l'agriculture, le tourisme et dans les activités commerciales se poursuit, respectivement à -8,7%, -1,4% et -8,5%. La croissance au 1^{er} semestre 2015 s'établit à +0,5% (g.a.). La perspective d'une croissance de 3% (estimation du FMI) apparaît peu probable. La croissance pourrait s'aligner sur les résultats de ces dernières années (entre 0,5% et 1%).

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ RDC : nouvelle loi sur les hydrocarbures

La RDC a adopté le 1^{er} août 2015 une nouvelle loi "portant régime général des hydrocarbures". Elle régit le secteur de l'amont et de l'aval pétrolier. Elle simplifie notablement le régime applicable à l'exploration-production. Les opérations d'exploration-production peuvent être entreprises par des investisseurs privés dans le cadre d'un contrat pétrolier (un contrat de partage de production ou un contrat de service) qui vaut titre minier. Le niveau de la fiscalité applicable au contrat de partage de production (nombreux bonus, niveau des royalties relativement élevé) peut soulever certaines interrogations de la part des investisseurs internationaux. La loi doit être complétée par un règlement d'application et un modèle de contrat type.

✉ krotoff@gide.com, alix.deffrennes@gide.com

▼ Cameroun : renégociation des contrats de concession conclus avec Energy of Cameroon (ENEO)

L'Etat et ENEO (anciennement AES-SONEL) ont signé le 7 août 2015 un second avenant aux contrats de concession signés en 2001 relatifs à l'exploitation de plusieurs parties du secteur de l'électricité. Cet avenant a pour objet notamment d'assurer la mise en conformité des contrats de concession avec la loi de 2011 qui a réformé le secteur de l'électricité au Cameroun. Cet avenant traite également des questions relatives au transfert de la gestion des barrages de retenue de la Sanaga à la société publique EDC, au transfert des activités de transport et de gestion du réseau de transport à une société publique et aux travaux de remise en état devant être effectués sur le barrage de Song Loulou.

✉ krotoff@gide.com, frederic.pia@gide.com

▼ Sénégal : émission de 35 Mds F CFA de bons de trésor

L'État du Sénégal a émis le 7 octobre dernier 35 Mds FCFA (53 M EUR) de bons de trésor, avec une échéance fixée au 8 octobre 2018. Au titre de la seule année 2015, le programme d'emprunts obligataires porte sur 475 Mds FCFA, dont 130 Mds en bons du Trésor et 345 Mds en obligations du Trésor. Il s'agit pour le Sénégal de couvrir ses besoins de trésorerie et financer ses projets d'investissements prévus dans la loi de finances de 2015. Parmi ceux-ci figurent le démarrage de 22 projets phares du « Plan Sénégal Émergent » et la poursuite des investissements en cours, dont les travaux d'extension de l'autoroute à péage ou la construction de l'aéroport international Blaise Diagne.

✉ gildas.louvel@twobirds.com

▼ Congo : les accords commerciaux de 1962 à 2015 regroupés dans un recueil

Le 30 septembre 2015, un exemplaire du recueil rassemblant l'ensemble des accords commerciaux bilatéraux signés entre le Congo et d'autres partenaires d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie a été remis par le ministre du Commerce et des approvisionnements à chaque entité bénéficiaire. Ce recueil a pour but de favoriser les échanges commerciaux et de faciliter la mise en œuvre d'actions d'assistance technique. Il vise également à protéger les investissements dans l'un ou l'autre des pays de l'échange. Le déficit informationnel semble être comblé avec cet outil, destiné aux hommes d'affaires et investisseurs souhaitant entreprendre au Congo.

✉ sarah.sakatni@diplomatie.gouv.fr

▼ Sao Tomé : mise en place d'un salaire minimum

Pour la première fois, le gouvernement vient de décider, après un dialogue avec les partenaires sociaux, la mise en place d'un salaire minimum national, qui devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2016. Des salaires minima différenciés ont été créés pour le secteur public (1,1M Dobras, soit environ 45 EUR), le secteur privé suivant la taille des entreprises (de 800 000 dobras (33 EUR) pour les micro-entreprises à 1,6M dobras (65 EUR) pour les grandes entreprises).

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'Union européenne retire son avertissement sur la pêche illégale

L'Union européenne a décidé de lever son avertissement adressé au Ghana en novembre 2013 pour ses pratiques en matière de pêche illégale. La Commission européenne motive sa décision par les progrès du Ghana dans la gestion des ressources halieutiques, ainsi que les mesures adoptées pour combattre la pêche illégale. Faute de progrès réalisés, le Ghana aurait pu voir ses exportations de poisson vers l'UE interdites.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Classement mondial de la compétitivité : la Côte d'Ivoire et le Sénégal améliorent leur rang

Selon le rapport 2014/2015 sur la compétitivité publié par le Forum économique mondial, la Côte d'Ivoire et le Sénégal gagnent respectivement 24 et 2 places au classement mondial et se positionnent désormais au 91e et au 110e rang. La Côte d'Ivoire, qui a réalisé la plus forte progression en Afrique depuis l'an dernier, fait son entrée dans le top 10 des économies africaines les plus compétitives. L'île Maurice reste la championne du continent (46^{ème}), suivie de près par l'Afrique du Sud (49^{ème}) et le Rwanda (58^{ème}). Le Nigéria, première économie africaine, se situe au 124^{ème} rang mondial, devant le Zimbabwe (125^{ème}) et derrière la Gambie (123^{ème}).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Projets d'infrastructures : l'Afrique orientale prête à décoller

L'Afrique orientale est l'une des régions du continent qui affiche la plus forte croissance (5,6 % attendus en 2015). Les projets d'infrastructures sont essentiels pour que la région puisse atteindre son plein potentiel économique. Pour relier les Etats et attirer les investisseurs, le Kenya et la Tanzanie ont mis l'accent sur les grands projets ferroviaires et aéroportuaires. De leur côté, l'Ethiopie et l'Ouganda construisent de grands barrages hydroélectriques, comme le barrage de la Grande Renaissance (6.000 MW) ou celui de Karuma (600 MW). La Chine intervient dans le financement de certains de ces projets.

✉ noelle.renie@gide.com

▼ Augmentation de 20% des investissements de la Société Financière Internationale (SFI) en Afrique subsaharienne

La SFI a annoncé au mois de septembre dernier avoir financé, au cours de son exercice fiscal clôturé le 30 juin 2015 divers projets en Afrique subsaharienne, à hauteur de 3,6 Mds USD, soit une hausse de 20% par rapport à l'exercice précédent. Les projets d'infrastructures dans les domaines de l'énergie et des transports représentent près de 30% de ce montant avec des financements à hauteur de 1,1 Md USD. Gide accompagne la SFI dans certains de ses investissements en Afrique subsaharienne et conseille notamment actuellement un consortium d'investisseurs comprenant la SFI dans le cadre du projet photovoltaïque Ségou au Mali d'une capacité de 33 MW.

✉ crothers@gide.com

▼ Ethiopie : inauguration du premier tramway électrifié d'Afrique subsaharienne

Construit par China Railway Engineering Corporation et financé à 85% par l'Exim Bank of China pour un coût total de 475 M USD (426 M EUR), le tramway d'Addis-Abeba a été inauguré le 20 septembre. Le tramway comprend deux lignes de 34 km, pour une capacité de 60 000 passagers par jour. L'opération et la maintenance du tramway ont été confiées à la société chinoise Shenzhen Metro Group, dans le cadre d'un contrat de 100 M USD sur trois ans et demi. En outre, un système de ligne électrique dédié, indépendant du réseau principal, devrait permettre d'éviter les fréquentes coupures d'électricité. Il s'agit d'un projet d'infrastructure phare de la stratégie de développement du gouvernement éthiopien.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : un prêt de 600 M USD approuvé par la Banque mondiale pour promouvoir l'accès et la qualité aux services de base

Le 17 septembre dernier, la Banque mondiale a approuvé un financement de 600 M USD pour améliorer l'accès et la qualité des services de base, ainsi que pour renforcer les prestations des services décentralisés. La Banque mondiale a publié en 2014 un rapport indiquant que l'amélioration de l'accès aux services de base avait permis à l'Ethiopie de réduire la pauvreté au cours de la dernière décennie.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : signature du contrat pour le tronçon ferroviaire Nairobi-Naivasha entre Kenya Railways et China Road and Bridge Corporation

Kenya Railways, la société nationale des chemins de fer, a signé un contrat avec China Road and Bridge Corporation, la société chinoise actuellement en charge des travaux de construction de la ligne ferroviaire SGR Mombasa-Nairobi (609 km), pour l'extension de celle-ci de Nairobi à Naivasha (120 km). Ce tronçon supplémentaire permettrait de relier la capitale à Naivasha, ville cible pour le développement d'une zone économique spéciale. La fin des travaux de construction de la ligne Mombasa-Nairobi, d'un coût estimé à 3,3 Mds USD (2,9 Mds EUR), est prévue pour juin 2017, tandis que celle du tronçon Nairobi-Naivasha (coût non précisé) est prévue pour 2019.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : validation de la première revue du programme SBA/SCF du FMI en dépit de prévisions moins favorables que prévues

Le FMI a validé la 1ère revue des programmes Standby Agreement (SBA) et Standby Credit Agreement (SCF) d'un an renouvelable, approuvés en février 2015. En revanche les prévisions pour 2015 sont moins favorables que prévu : la croissance a été baissée de 6,9% à 6,5%, le déficit public et le déficit de la balance courante ont été revus à la hausse, de 7,6% à 8,2% du PIB et de 7,3% à 9,9% respectivement. Cette validation a permis la mise à disposition du gouvernement kényan de 76 M USD (54,3 M DTS), s'ajoutant aux 610 M USD (434,2 M DTS) déjà mis à disposition. Cette ligne de précaution n'a vocation à être décaissée qu'en cas de choc extérieur de grande ampleur.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : conclusion avec le FMI d'une Facilité élargie de crédit de 47,4 M USD et d'un programme de référence

Une mission FMI vient de se conclure par un accord portant sur un deuxième programme de type FCR (Facilité de crédit rapide) d'un montant de 47,4 M USD, qui sera soumis mi-novembre pour approbation au conseil d'administration du Fonds. Cette FCR sera jumelée avec un programme de référence de 6 mois (Staff-Monitored program), qui préparera la conclusion mi-2016 d'un programme FEC (Facilité élargie de crédit). Il est également prévu la tenue à Paris, à l'automne 2016, des « Rencontres avec les partenaires du développement et investisseurs pour Madagascar ». Ces rencontres seront préparées dès le 7 octobre prochain par une réunion des bailleurs traditionnels de Madagascar, organisée par la Banque mondiale.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : signature d'une convention pour l'exploitation d'une usine flottante de liquéfaction de gaz

Un méthanier de la société britannique Golar Hilli corporation sera transformé en une installation de liquéfaction flottante d'une capacité de 1,2 million de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, pour un coût estimé à 764 Mds FCFA (1,17 Md EUR), entièrement à la charge du groupe Golar. Par ailleurs, ce projet nécessitera un investissement additionnel de 400 Mds FCFA (610 M EUR) pour les travaux de construction des installations de production et de traitement de gaz naturel en amont. L'approvisionnement en gaz brut et son traitement seront effectués par Perenco, qui devrait jouer le même rôle pour l'usine de liquéfaction dont la construction est projetée par Engie.

✉ francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : un aéroport international sera construit à Nkayi (250 km de Brazzaville)

Les offres relatives à la transformation de l'aérodrome de Nkayi en aéroport international ont été ouvertes le 25 septembre 2015. 8 sociétés ont soumissionné pour la construction du terminal, pour des montants allant de 1,5 Md à 2,7 Mds FCFA (2,3 à 4,1 M EUR) et des durées d'exécution allant de 7 à 10 mois. Pour les travaux d'aménagement et de bitumage des pistes, 5 entreprises ont soumissionné pour des montants allant de 17,4 Mds à 31,4 Mds FCFA (26,5 à 47,9 M EUR) et des durées d'exécution allant de 8 à 11 mois.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : le plan directeur du Port autonome de Pointe-Noire réactualisé

Lors de la réunion du conseil d'administration du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), le 25 septembre 2015, le plan directeur de développement du port a été réactualisé. Différentes options ont été étudiées et un schéma d'aménagement et de développement en trois phases a été approuvé. La mise en place de ce plan directeur actualisé est estimée à un coût global de 226 Mds FCFA (344,5 M EUR) et c'est au directeur général du port de rechercher les financements nécessaires.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : 350 kms de fibre optique posés (projet Backbone 4)

350 km de fibre optique ont été posés sur un total de 1.075 kms prévus au titre du projet CAB4 qui permettra au Gabon de se connecter au nouveau câble sous-marin ACE, et d'engager la construction du *backbone* terrestre jusqu'à Franceville et la frontière avec le Congo. Le coût du projet est évalué à 109 M USD, dont 58 financés par la Banque mondiale et 51 M USD par le Gabon.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée Equatoriale : Royal GateEnergy annonce un nouveau forage gazier

Le pétrolier américain RoyalGate Energy a annoncé, le 25 septembre, le début des activités de forage dans le bloc Z situé au nord-ouest de l'île de Bioko. Les réserves de gaz du bloc Z sont estimées, à plus de 102 milliards de mètres cubes. RoyalGate Energy avait obtenu le contrat de partage de production (PSC) pour ce bloc en décembre 2012 et avait été approuvé comme opérateur en 2013. Le forage du premier puits « Z-1 », initialement prévu pour le dernier trimestre de l'année 2015, sera effectué au premier trimestre 2016. La société possède également des intérêts dans le bloc Y, opérée par l'entreprise Xuan Energy.

✉ chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr

▼ Cameroun : lancement d'un projet d'assistance technique pour le développement rural

Expertise France, en partenariat avec l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram), vient de démarrer un projet d'assistance aux administrations du secteur rural au Cameroun, sur financement du C2D. Ce projet vise à renforcer les capacités du ministère de l'Agriculture et du développement rural et du ministère de l'Élevage, des pêches et des industries animales, afin de favoriser l'élaboration de politiques agricoles et rurales. Expertise France et l'Iram mobiliseront leur expertise sur les questions relatives aux systèmes hydrauliques, la gestion des semences et ressources halieutiques.

✉ doris.kopiejwski@expertisefrance.fr

▼ **Ghana : recherche d'un partenaire pour relancer une compagnie aérienne nationale**

Le ministère des Transports ghanéen cherche à s'allier à une compagnie aérienne internationale pour créer une compagnie nationale. Le ministère indique qu'il souhaite trouver un partenaire capable de financer intégralement la création de ce nouveau transporteur national ; un appel d'offres sera publié d'ici la fin de l'année pour démarrer les opérations dès juin 2016. Des rapprochements auraient déjà été établis avec Qatar Airways.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : reprise de l'aide néerlandaise**

Dans une lettre adressée au Parlement néerlandais le 8 septembre dernier, la ministre néerlandaise de la Coopération, Liliane Ploumen, a annoncé la reprise partielle de la coopération bilatérale avec le Bénin. La coopération avait été interrompue le 6 mai dernier, comme suite à la découverte d'un détournement de 4 M EUR de l'aide publique au développement néerlandaise. Le programme concerné était la seconde phase d'un appui pluriannuel au secteur eau et assainissement d'un montant de 60 M EUR, aujourd'hui clôturé. Le programme d'aide doit reprendre dans les domaines de la santé maternelle et de la sécurité alimentaire avec un renforcement des contrôles d'exécution.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : prêt de la BAfD pour la valorisation hydroélectrique du fleuve Gambie**

La Banque africaine de développement (BAfD) a accordé aux pays membres de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG) un financement d'environ 136 M USD pour la mise en œuvre du projet de barrage hydroélectrique de Sambangalou (au Sénégal), à raison de 5,3 M USD pour la Gambie, 6,3 M USD pour la Guinée-Bissau, 64,9 M USD pour le Sénégal et 59,7 M USD pour la Guinée. Ce financement devrait permettre d'initier les premiers travaux de ce projet dont la réalisation a été confiée à l'entreprise chinoise, China Gezhouba Group Corporation (CGGC), et dont la mise en production est attendue pour 2020.

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Angola : ouverture du marché pour les bovins reproducteurs français

Les autorités vétérinaires angolaises ont répondu favorablement à la proposition de certificat sanitaire des autorités françaises pour l'importation de bovins reproducteurs français. Le gouvernement angolais prévoit d'investir 732 M USD d'ici à 2018 dans le développement de la production de viande bovine, afin de réduire les importations. En 2014, la consommation de viande bovine s'est élevée à 129 400 tonnes dont seulement 27 000 tonnes sont produites localement. Ce programme ambitieux prévoit une augmentation de la production annuelle de 46 800 tonnes en 2016 et de 79 100 tonnes en 2018, grâce à l'importation de 340 500 têtes destinées à la reproduction.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : suspension partielle des exportations d'agrumes vers l'UE

L'association sud-africaine des producteurs d'agrumes a pris l'initiative de suspendre les exportations d'agrumes vers l'Union européenne jusqu'à la saison 2016. Cette mesure ne concerne que les zones affectées par la maladie de la tache noire des agrumes (CBS), les producteurs des provinces du Western et du Northern Cape, réputées indemnes de CBS, continueront à exporter vers l'UE. Alors que le nombre d'interceptions de lots d'agrumes contaminés par le CBS sur le marché européen s'élève déjà à 8, les professionnels sud-africains sont dans une démarche proactive pour limiter le risque de se voir imposer de nouvelles mesures restrictives pour les exportations d'agrumes par la Commission Européenne.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Tetra Pak South Africa introduit un nouvel emballage sur le marché sud-africain.

Afin de répondre à la demande d'innovation produits et d'originalité des entreprises sud-africaines, l'entreprise Tetra Pak vient de commercialiser en Afrique du Sud un nouvel emballage répondant à la demande des industriels de l'agroalimentaire : le pouch. Déjà très répandu en Europe, cet emballage permet d'attirer le regard du consommateur grâce à sa forme originale. En effet, le produit se présente sous la forme d'une poche souple sans suremballage et pouvant tenir de manière verticale. La cible principale de ce produit reste les enfants et adolescents, mais la praticité du produit séduit de plus en plus de monde.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : lancement du projet Khulisa pour développer le secteur agroalimentaire

Le projet Khulisa vient d'être lancé dans le Western Cape, avec des objectifs sur des secteurs clés comme l'agroalimentaire, le tourisme et le gaz. Dans l'agroalimentaire, les exportations de vin et des marchés porteurs comme le Halal sont ciblés. En 5 ans, ce projet souhaite faire passer le secteur agroalimentaire de 784 M EUR à 1,7 Md EUR. Un fonds de 10 M Rands a été débloqué afin d'augmenter les capacités locales en termes de production et de qualité. Ce projet permettrait de créer 100 000 emplois. Avec la création d'un hub Halal, l'Afrique du Sud

espère devenir l'un des grands acteurs mondiaux de ce secteur et souhaite accroître ses exportations de vin à destination de la Chine et de l'Angola.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Ghana : investissement de 70 M USD pour la production de chips de plantain

Juaboso Agro Processing Company (Ghana/Etats-Unis) va investir 70 M USD pour la production de chips de plantain au Ghana, afin d'exporter annuellement 7000 tonnes sur les marchés américain et européen. L'usine de production devrait être installée dans la région Ashanti, où 6000 hectares de terres sont déjà prévus pour la culture des bananes plantains. L'entreprise a annoncé qu'un contrat de 10 ans a déjà été signé pour l'approvisionnement du marché américain, et que les premières livraisons pourraient démarrer en septembre 2016.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : hausse de 18 % du prix d'achat du cacao aux producteurs

Le prix d'achat du cacao aux planteurs ivoiriens a été fixé à 1 000 FCFA (1,52 euros) le kilo à l'ouverture de la campagne cacaoyère 2015-2016. L'annonce a été faite par le chef de l'Etat ivoirien le 1^{er} octobre dernier. Par rapport à la précédente campagne, ce prix « bord champ » est en hausse de 18 %. Pour mémoire, la campagne cacaoyère 2014 du pays s'était soldée par une production record de 1,8 million de tonnes, consolidant la place de la Côte d'Ivoire de premier producteur mondial (près de 40% de la production mondiale). La culture du cacao emploie près de 700 000 planteurs en Côte d'Ivoire et fait vivre environ un quart de la population. Elle représente près de 50 % des recettes d'exportation du pays.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : stabilisation de l'exécutif chez Eskom

Le Gouvernement sud-africain a confirmé le 25 septembre dernier les principaux dirigeants, jusqu'alors nommés de façon temporaire (« acting »), de l'entreprise publique d'électricité Eskom, groupe-clé pour l'économie sud-africaine. Ben Ngubane, Brian Molefe et Anoj Singh ont respectivement été confirmés aux postes de Président, Directeur général et Directeur financier d'Eskom. Cette décision devrait déboucher sur davantage de sérénité et de cohérence dans la stratégie de moyen et long terme du groupe et faciliter les processus décisionnels en faveur du redressement de l'énergéticien.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : ouverture de la filiale de la Société de maintenance Pétrolière

La société de maintenance pétrolière (SMP), compagnie française spécialisée dans les forages et le reconditionnement de puits pétroliers, gaziers et géothermiques, a ouvert sa nouvelle filiale, SMP Expansion Limitada, à Maputo. SMP a remporté il y a quelques mois un appel d'offres lancé par le groupe pétrochimique sud-africain Sasol pour une quinzaine de forages sur les champs « on-shore » de Pande et Temane, qui devraient démarrer début 2016 et s'étaler sur deux ans. Ce contrat de plus de 25 M USD devrait permettre de redonner des marges à SMP compte tenu d'un contexte difficile dû à la chute des cours du baril.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : mise en service d'une nouvelle centrale à gaz de 90 MW**

Poursuivant sa stratégie, l'opérateur national Tanesco a mis en service une nouvelle centrale à gaz dans la région d'Ubungu afin d'améliorer la fourniture d'électricité caractérisée par de nombreuses coupures de courant. La nouvelle centrale, alimentée par un gaz acheminé depuis Madimba, dans la région de Mtwara (sud de la Tanzanie), devrait permettre une production supplémentaire de 90 MW à partir d'octobre. Les centrales de Kinyerezi, Tegeta et Songas ont également vocation à être alimentées par le gaz de Mtwara et devraient générer une production totale de 335 MW. Une diminution significative des coupures de courant ainsi qu'une réduction des importations de pétrole sont attendues de ces différents projets.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : Investisseurs & Partenaires investit dans la distribution de panneaux solaires**

Le fonds d'investissement français Investisseurs et Partenaires (I&P) a pris une part minoritaire dans PEG Africa, PME ghanéenne spécialisée dans la distribution de panneaux solaires. I&P a participé à une levée de fonds avec d'autres investisseurs qui a permis à PEG Africa de recueillir 3,2 M USD. L'entreprise ghanéenne souhaite connecter à l'énergie solaire les foyers ghanéens situés dans les parties reculées du pays.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : perspective de doublement de la production de l'entreprise pétrolière Oando d'ici 2019**

La société nigériane Oando, qui produit actuellement 50 000 barils par jour, entend doubler sa production de pétrole brut d'ici 2019 grâce au rachat d'actifs de majors quittant le Nigéria. Le groupe a déjà racheté les actifs de Conoco Phillips pour un montant de 1,5 Md USD en juillet 2014.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : problématique de l'accès à l'électricité**

La Banque africaine de développement vient de publier une étude consacrée au secteur de l'énergie au Togo. Intitulée « Problématique de l'accès à l'électricité au Togo », cette étude fait un état des lieux sur la production et la consommation d'électricité, et formule des recommandations pour rendre le secteur plus compétitif et inclusif. Il y est fait le constat que de 1971 à 2013, la consommation d'électricité a été multipliée par neuf, alors qu'en l'absence d'investissements et de restructuration de la chaîne de valeur de l'électricité, la production n'a que doublé au Togo. Une réforme en profondeur, y compris la participation du secteur privé, permettrait d'assurer la production de l'électricité en grande quantité et aux meilleurs coûts afin d'augmenter le niveau d'accès.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Industrie

▼ Afrique du Sud : les ventes d'automobiles en baisse

Les ventes de véhicules neufs ont diminué de 8,2 % en août en g.a. avec 51 055 unités vendues puis de 9% en septembre. En hausse de +12,3 % à 28 069 unités, les exportations n'ont pourtant pas permis de compenser ce nouveau recul des ventes sur le marché intérieur. La tendance sous-jacente du marché automobile reste ainsi globalement négative. Cette baisse tendancielle des ventes traduit le tassement du pouvoir d'achat des ménages confrontés à la hausse des taux d'intérêt et à une sélection plus drastique des dossiers de prêts par les établissements de crédit. A cette situation domestique s'ajoute l'impact négatif de la dépréciation du Rand sur les importations de véhicules.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : la cimenterie Dangote entrera en production en décembre 2016

Lors de sa visite de l'usine de ciment située à Mfila, le 22 septembre dernier, le coordonnateur du projet de construction a fait savoir que l'entrée en production de la cimenterie est prévue en décembre 2016. Elle aura une capacité de production de 3.000 tonnes par jour et devrait générer 650 emplois directs. Avec 139,7 Mds FCFA (213 M EUR) investis, le groupe nigérian Dangote Cement poursuit sa stratégie d'expansion en Afrique. La fin des travaux de construction est néanmoins conditionnée par la construction du pont sur la rivière Niari.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : migration progressive vers la TV numérique

Reprenant une information développée dans le quotidien Tech Central, le site « Screen Africa » annonce le début de la migration de la télévision vers le numérique pour le vendredi 2 octobre dans la région du Northern Cape. Accusant un important retard, cette transition se fera tout d'abord dans des zones limitées du Square Kilometre Array « SKA » (accueillant le plus grand radiotélescope du monde) dans le désert du Karoo. La transition devrait être achevée dans cette région au 1er janvier 2016. Le ministère des Communication sud-africain a annoncé que 5 millions de décodeurs seraient offerts aux foyers les plus défavorisés.

✉ laura.laguerce@businessfrance.fr

▼ Seychelles: apport de fonds d'Etihad Airways à Air Seychelles

Etihad Airways, qui vient de lever 700 M USD (625 M EUR) sur les marchés internationaux, devrait mettre environ 2% de ces fonds (14 M USD ou 12,5 M EUR) à disposition d'Air Seychelles pour refinancer la dette à court terme de la compagnie et améliorer son fonds de roulement. Le transporteur basé à Abu Dhabi est devenu le partenaire stratégique d'Air Seychelles après avoir acquis 40% de son capital en 2012, alors que la compagnie de l'archipel était en grande difficulté au début de la décennie. En juillet 2015, Air Seychelles a repris des vols directs sur Paris et un accord de partage de codes a été signé avec Air France. Air Seychelles dessert aujourd'hui des destinations régionales et internationales.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : interdiction des sacs en plastique à partir du 1^{er} octobre 2015.

En application du décret 2014-1587 du 7 octobre 2014, la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des sacs en plastique seront désormais interdites. Des grandes surfaces proposent d'ores et déjà des sacs en matière biodégradable. Des investisseurs travaillent sur des alternatives comme la production de sacs en papier recyclé ou de sacs biodégradables produits à partir du manioc ou d'amidon de maïs.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Internet davantage accessible en Afrique grâce au satellite AMOS-6

Eutelsat et Facebook viennent d'annoncer un partenariat reposant sur des technologies satellitaires, dont l'objectif est de permettre à davantage d'Africains d'accéder à Internet. Selon un accord pluriannuel conclu avec Spacecom, les deux sociétés vont utiliser la totalité de la charge utile haut débit du futur satellite AMOS-6 et construire un système dédié à l'exploitation, incluant des stations au sol et des terminaux. Grâce à ce satellite qui couvre une large part de l'Afrique subsaharienne, Eutelsat et Facebook pourront poursuivre leur objectif d'offrir rapidement une connectivité aux nombreux utilisateurs privés des avantages qu'apporte Internet. La mise en service d'AMOS-6 est prévue au cours du deuxième semestre 2016.

✉ voconnor@eutelsat.com

▼ Bénin : Télécom

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) prépare l'introduction de la portabilité sur le marché télécom national, en lançant officiellement une étude confiée au cabinet OpenIT. Le but de cette étude sera de mesurer l'impact de la portabilité des numéros sur l'environnement béninois, et d'appréhender les barrières éventuelles à sa mise en place. Le marché télécom béninois est actuellement constitué de cinq opérateurs se partageant un parc de 9 034 115 abonnements actifs à juin 2015, soit une télédensité mobile d'environ 86 %. Trois opérateurs détiennent la quasi-totalité du marché : Spacotel Bénin (47% de part de marché), Etisalat (33%), et Glo mobile (18%).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : la compagnie aérienne Asky obtient la certification IOSA

La compagnie aérienne ASKY Airlines, basée au Togo, a obtenu sa certification IOSA, programme d'audit développé par l'*International Air Transport Association* (IATA). Renouvelable tous les deux ans, ce système d'évaluation est la première norme mondiale pour la vérification de la sécurité des procédures d'exploitation des transporteurs aériens. ASKY Airlines a été créée par les institutions régionales (la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO, la BOAD, le groupe Ecobank). Ethiopian Airlines en détient 40 % du capital.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Brassivoire : Heineken et CFAO créent en Côte d'Ivoire une nouvelle joint-venture

Les travaux ont symboliquement été lancés le 25 septembre dernier à Abidjan, en présence du Premier ministre Daniel Kablan Duncan. L'entité détenue à 51% par Heineken et à 49% par CFAO, sera dédiée à la production et la commercialisation de bière dans le pays. Elle aura une capacité de 1,6 million d'hectolitres par an. Première implantation dans la zone industrielle PK24 au nord d'Abidjan, cet investissement d'environ 150 M EUR devrait générer 700 emplois directs et soutenir plus de 40 000 emplois indirects. Avec une première bouteille prévue au début de l'année 2017, Heineken et CFAO s'unissent une nouvelle fois, après 20 ans de collaboration avec succès au Congo Brazzaville.

✉ bguillien@cfao.com

▼ Kenya : cession des tours télécoms Airtel à Eaton Towers

La vente des 1 100 tours télécoms de l'opérateur mobile Airtel au Kenya est sur le point d'être finalisée avec le gestionnaire d'infrastructures télécoms en Afrique Eaton Towers pour un montant total de 186 M USD. En 2014, les deux entreprises avaient signé un contrat-bail pour la cession de 3500 tours, réparties sur 6 pays africains (Kenya, Rwanda, Ghana, Ouganda, Zambie et Tanzanie). Cet accord s'inscrit dans la stratégie du groupe Bharti Airtel de céder ses infrastructures télécoms du continent ; cela lui aurait déjà rapporté 1,3 Md USD. Eaton Towers, quant à lui, a renforcé significativement sa présence en Afrique en opérant ainsi des infrastructures télécoms dans 8 pays africains, dont l'Afrique du Sud et l'Égypte.

✉ marie-gabrielle.rosenblieh@businessfrance.fr

▼ RDC : Equity Bank obtient l'accord des régulateurs pour racheter ProCredit Bank en RDC

Le groupe bancaire kenyan Equity Bank a annoncé le 30 septembre 2015, avoir obtenu l'accord des régulateurs pour acquérir 79% du capital ProCredit Bank Congo, détenue à hauteur de 61% par le groupe financier allemand ProCredit Holding. La transaction annoncée en mai dernier et dont le montant n'a pas été révélé, se situe dans le cadre du plan d'expansion d'Equity Bank en Afrique. Le groupe kenyan avait en effet annoncé, fin mars dernier, qu'il allait affecter 2 Mds USD dans dix nouveaux pays africains dont la République démocratique du Congo. ProCredit Bank Congo est la 7ème banque de la RDC en termes d'actifs (200 M USD).

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Visite d'une délégation du MEDEF conduite par Pierre Gattaz

M. Gattaz est arrivé à Abuja le 4 octobre accompagné de représentants d'une quarantaine d'entreprises de secteurs variés pour une visite d'un peu plus de 3 jours. Après s'être rendu à la NIPC (Nigerian Investment Promotion Commission) et au ministère des Finances, il a été reçu par le président nigérian Muhammadu Buhari. Cette rencontre fait écho à la récente visite du président nigérian à Paris durant laquelle il avait été reçu par M. Gattaz dans le cadre d'un forum d'affaires bilatéral. Ce dernier s'est rendu ensuite à Lagos, capitale économique du pays, où il a pu, entre autres, rencontrer le gouverneur de l'Etat éponyme et visiter le site d'Eko Atlantic, projet de construction d'une ville nouvelle porté par le groupe Chagoury.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Afrique du Sud : Africa Techno, forum franco-africain de transfert de technologies, du 23 au 27 novembre

L'ambassade de France en Afrique du Sud organise Africa Techno du 23 au 27 novembre à Pretoria et Johannesburg avec des partenaires français et locaux. Cet événement, qui se déroule chaque année dans un pays africain, est organisé par le CVT Valorisation Sud, organisme français pour le transfert de technologies et de savoir-faire adaptés aux régions tropicales, équatoriales et pays en développement. Africa Techno est dédié à la mise en relation entre partenaires français et africains ainsi qu'à la commercialisation de technologies autour de 4 thématiques (énergie, environnement, technologies marine et agroalimentaire). Le programme est disponible sur <http://www.africatechno.com>.

✉ romain.petit.innovation@gmail.com

▼ Sénégal : relance du projet Falémé les 12 et 13 octobre

Projet phare du « Plan Sénégal Émergent » composé d'une mine à ciel ouvert, d'une ligne de chemin de fer, d'un port minéralier et d'une unité sidérurgique, l'exploitation des mines de fer de la Falémé sera relancée à la faveur d'un tour de table organisé par le ministère de l'Industrie et des mines à Dakar les 12 et 13 octobre prochains. Il s'agira de regrouper tous les partenaires potentiels, techniques et financiers, qui ont déjà eu à manifester un intérêt pour participer au développement de ce grand projet structurant à forte valeur ajoutée.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Gabon : promotion des VIE

La section Gabon des CCEF avec le soutien de l'ambassadeur de France et du service économique, organisent le 16 octobre 2015 à la Résidence de France, un petit-déjeuner de présentation destiné à des PME françaises installées au Gabon ou gabonaises distribuant ou travaillant en partenariat avec des entreprises françaises qui ne connaissent pas ou peu le Volontariat international en entreprise (VIE). En s'appuyant sur le témoignage de VIE en mission dans différentes entreprises locales, cette manifestation sera basée sur de larges échanges destinés à faire connaître les différentes possibilités offertes, les conditions et la pertinence pour une entreprise, d'intégrer un(e) VIE dans ses effectifs. Une cinquantaine d'entreprises seront conviées.

✉ d.lespinas@dblafrica.com

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

